



Invitation utopique

.....

Présenter le projet des maisons médicales comme une utopie, est-ce en faire la quête d'une inaccessible étoile, ou nourrir sans cesse la force d'aller toujours plus loin ?

.....

Dans les actes de son colloque de 1995, la Fédération des maisons médicales affirme son projet politique au travers des valeurs suivantes : équité et justice, liberté et responsabilité, démocratie et citoyenneté, autonomie, non-hiérarchie, autogestion, solidarité. Le chanoine Pierre de Locht y apporte son regard critique sur les maisons médicales, et reconnaît leur inscription dans sa vision du système de santé qu'il qualifie d'utopiste, en soulignant ceci : « Les utopies nous indiquent dans quelle direction on peut avancer, ne serait-ce qu'à tous petits pas, en fonction de quels axes et de quelles valeurs on veut infléchir l'orientation de son agir et de la politique de santé »¹.

En 2006, soit dix ans plus tard environ, la même Fédération, dans le cadre du congrès de février qu'elle intitule « Refonder les pratiques sociales. Refonder les pratiques de santé », se repose la question du sens de son action. Et même, de manière plus large, le sens de l'action du secteur associatif né de la même mouvance dans d'autres secteurs il y a une trentaine d'années (le planning familial, la santé mentale, les services sociaux de proximité...).

Quand l'utopie plonge ses racines dans le réel

Quels axes, quelles valeurs veut-on promouvoir aujourd'hui ? Ces valeurs cadrent-elles avec la réalité sociale, économique, politique du XXI^{ème} siècle débutant ?

Nos utopies d'hier ont-elles toujours du sens aujourd'hui ? Quelles valeurs peuvent fonder ces utopies qui restent les nôtres aujourd'hui ? Comment mettre ces utopies et ces valeurs en cohérence avec un projet concret « réalisable » ?

Travailler en maison médicale confronte inévitablement à la question de l'utopie. Quel sens l'utopie a-t-elle pour les travailleurs de l'associatif ? Sont-ils prêts à réfléchir leur pratique dans une pleine « conscience utopique » ?

Tout projet social ne comporte-t-il pas une composante utopiste ?

L'objet lui-même de notre travail en maison médicale ne nous confronte-t-il pas directement à l'utopie, que nous soyons médecin, psychologue, assistant social, accueillant...et qui voulons approcher les êtres humains de manière globale, continue, intégrée...

D'autres penseurs ont généré bien avant nous cette forme d'approche visant un bien-être global de l'humain. Souvenons-nous des « socialistes de l'utopie », considérés par Serge Mayence comme précurseurs « d'un courant pré-sociologique annonçant l'impact synthétique d'Auguste Comte et de Karl Marx »².

Parmi ces « socialistes de l'utopie » Robert Owen (1825) va concevoir une société de type communautaire, basée sur d'autres rapports humains, égalitaires, garantissant à tous un bien-être social, en créant les premières coopératives en Angleterre. Etienne Cabet (1840) prônera un communisme égalitaire et pacifique. Godin (1859), à l'image des idées de Charles Fourier, tentera de mettre sur pied un phalanstère (communauté de production) en France, qu'il appellera « le familistère »³.

Tous mus par un idéal humain, et tentant, au travers de concepts de vie « communautaires », d'allier les divers aspects de la vie en société : la famille, le travail, l'éducation...

Ces penseurs qualifiés d'« utopistes » sont cependant considérés comme les précurseurs

Ingrid Leruth, assistante sociale à la Free Clinic, maison médicale, centre de planning familial et centre de santé mentale.

(1) Chanoine de Locht, Actes du colloque de la Fédération des maisons médicales, juin 1995.

(2) Alain Anciaux, professeur, syllabus du cours d'économie sociale, ULB, 1995, p.27.

(3) Alain Anciaux, professeur, syllabus d'économie sociale, ULB, 1995, p.32

Mots clés : autogestion, soins de santé primaires.

d'une nouvelle pensée sociale qui, au travers de la conception de systèmes sociaux alternatifs, vise à « élever » l'homme, à le sortir de sa basse condition, à lui donner la parole, à organiser, en somme, la construction de la démocratie. D'évidence, un parallèle apparaît entre les valeurs émergentes de ces concepts « utopistes » et celles citées dans la première phrase de ce texte, et qui fondent le mouvement des maisons médicales, mais aussi d'autres mouvements, comme celui du planning familial par exemple.

Cultivons-nous l'utopie « à tort » ou « à raison » ? Est-elle une pensée impossible voire fantasque ? Représente-t-elle un idéal mobilisateur, une force motrice pour nous permettre de « penser autrement » ?

Paul Ricoeur, en s'inspirant de Karl Mannheim, définit l'utopie en la distinguant de l'idéologie. L'idéologie est une conception construite du monde qui légitimise les intérêts dominants : elle est défensive. L'utopie est une pensée réactionnelle à l'ordre dominant : elle est offensive. « La pensée utopique est active : elle influence l'action en ébranlant l'ordre social... Les utopies sont des forces intellectuelles qui dynamisent la vie sociale ».

Pour Paul Ricoeur, « La disparition de l'utopie amène à un état de choses statique, dans lequel l'homme lui-même n'est plus qu'une chose »⁴.

Les aventures de l'autogestion

D'autres penseurs vont au cours de l'histoire sociale émettre des idées alternatives, en corollaire à l'évolution économique, technologique, sociale, familiale et aux déséquilibres engendrés par le système capitaliste. Début du XX^{ème} siècle, Pierre Naville (français, précurseur de la sociologue du travail), va étudier les rapports du travail avec l'avènement de la machine.

Il cherche une réponse à l'aliénation due à la technologie industrielle et à la production capitaliste. En 1961, il pose les bases d'une gestion démocratique de l'économie basée sur l'autogestion⁵.

Autogestion qualifiée elle aussi d'utopiste... et pourtant, argumentée par un scientifique tel que

Naville comme proposition alternative à l'organisation du travail existante.

Bien sûr, on peut interpréter l'histoire en démontrant que la théorisation ne trouve pas toujours de réalisation pratique viable : les expérimentations des « socialistes utopistes » se sont éteintes en France et aux Etats-Unis... Bien que certains groupements humains ont perpétré une forme de vie sociale communautaire : citons comme exemple chez nous les coopératives de production, ou encore des réalisations comme les kibboutz.

La vague autogestionnaire insufflée par le mouvement de mai '68 s'est essouffée à la fin des années 1970. Certains considèrent qu'elle s'est éteinte. Encore faut-il examiner de plus près cette affirmation : certains faits sociaux ont généré des expériences marquantes, et des initiatives civiles ont pourtant confirmé la réalisation possible de concepts utopistes.

Les promoteurs de l'autogestion en Europe de l'Ouest en 1970 se sont inspirés de réalisations concrètes comme par exemple le modèle d'organisation autogestionnaire des années '50 de la société yougoslave : l'ensemble des secteurs de la vie : sociale (habitat, santé, éducation...), politique (processus décisionnel, représentation démocratique...) et économique (organisation de l'entreprise, participation ouvrière...) y étaient organisés selon un processus d'autogestion.

Souvenons-nous de l'affaire « LIP », en 1973. L'usine « LIP », fondée en 1867 par Mr Lipmann, fabriquant de montres, entre en crise au début des années 1970 face à la concurrence américaine et japonaise. Des licenciements sont programmés. Les ouvriers, après la tentative avortée de prise d'otage de deux administrateurs et d'un inspecteur du travail, s'engagent dans une grève « productive » : en assemblée générale, ils prennent la décision d'occuper l'usine et de reprendre eux-mêmes l'initiative de la production. Lors des manifestations, leur slogan sera « on fabrique, on vend, on se paie ». Une coopérative sera créée en 1976. Dans le contexte de ce fonctionnement « autogestionnaire », une trentaine de commissions seront actives (dont un restaurant d'entreprise, un salon de coiffure pour les chômeurs, un service juridique, des activités culturelles, etc.).

(4) Paul Ricoeur, *L'idéologie et l'utopie, Ed. du Seuil, la couleur des idées, 1997.*

(5) Autogestion, la dernière utopie, sous la dir de Frank Georgi, publications de la Sorbonne, 2003.



L'organisation du travail se discutait de manière collective et égalitaire, avec comme préoccupation le bien-être des travailleurs.

L'expérience des usines Lip a fait écho dans d'autres entreprises (plus de 300 en France), par exemple l'usine textile Cousseau dans laquelle les ouvrières ont développé leurs ateliers (appelés « Pil » en mémoire aux Lip) pour revendiquer la réintégration de leur déléguée syndicale.

Certains estiment que le cas de figure des « Lip » ne peut être considéré comme une réalisation autogestionnaire car la mise en place de ce fonctionnement n'avait pas pour motivation de départ une revendication de démocratie, mais plutôt de respect des droits syndicaux. Ceux-là soulèvent le caractère illusoire et utopique de l'autogestion...

Pour d'autres, dans le cadre des revendications syndicales, et par le biais de la forme qu'elles ont prises, les ouvriers ont découvert autre chose que la lutte pure : une démarche démocratique et égalitaire, par laquelle ils ont démontré leur capacité à s'organiser entre eux pour produire et vendre un bien. Et il s'agit bien pour eux d'une démarche autogestionnaire, qui a amené, au départ de l'expérience, à la réflexion.

L'expérience yougoslave, ou l'anecdote des Lip, et les diverses interprétations qu'en ont fait les analystes extérieurs confrontent au concept de l'utopie, à son sens, à sa valeur sociologique... N'est-il pas opportun en effet d'apprécier par exemple la cohérence du mouvement « LIP » comme un « mouvement... précurseur par ses méthodes de lutte, par ses aspirations, par sa morale » ?⁶.

N'est-ce pas effectivement dans son aspect « mobilisateur » qu'il faut apprécier l'utopie, plutôt que dans ses caractéristiques imaginaires liées à l'impossible et à l'éphémère ?

Dans la société, bon nombre d'expériences existent, qui défendent des valeurs sociétales utopistes, et démontrent « des efforts d'auto-organisation de la société civile, via la vie associative, autour de services de proximité, des initiatives relatives aux chômeurs, aux sans domicile fixe, des régies de quartiers, des coopératives »⁷.



L'utopie, sans cesse à réinventer

Mai '68, époque charnière qui a bousculé l'ordre social par ses revendications libertaires, égalitaires, émancipatrices, de reconnaissance de pensées nouvelles, de comportements nouveaux, a impulsé un mouvement général d'opposition à l'idéologie en place, aux systèmes et organisations prônés par elle.

Tout fut remis en cause : le système de production capitaliste, l'organisation du travail, le statut de la femme, l'éducation et l'enseignement, le système de soins de santé, les rapports entre les détenteurs du savoir et les apprenants...

En somme, en mai '68, on naviguait en plein dans l'utopie, dans l'imaginaire d'une autre société, calquée sur d'autres modèles à visée démocratique.

C'est dans cette société mouvante que sont nées en Belgique maintes initiatives de terrain : associations de défense des femmes, plannings familiaux, centres d'accueil pour jeunes, écoles à pédagogies nouvelles, coopératives de production, maisons médicales, centres de santé mentale...

(6) Pierre Lantz, in revue *Multitudes*, « Lip, précurseur des coordinations », sept 1994.

(7) Alain Anciaux, op cit.

Aujourd'hui, acteur en maison médicale et en planning familial depuis plus de dix ans, je me pose question sur les chemins à emprunter pour faire vivre mes utopies, que je crois être les mêmes que celles dont parle le chanoine de Locht dans sa vision des maisons médicales d'il y a dix ans. Je pense même qu'elles rejoignent les préoccupations émises par les socialistes de l'utopie au XVIII^{ème} siècle !

Face à un contexte économique et social différent qui est le nôtre aujourd'hui, empreint des valeurs néo-libérales et de mondialisation, je me sens encore plus encouragée à entretenir les valeurs d'une société utopique. C'est par cette démarche que je me sentirai agir pour aller au-delà de « supporter le social en gardant ma capacité de m'indigner », comme le propose l'invitation à ce congrès en citant Bourdieu.

Je pense, en revanche, que les moyens pour mettre en œuvre ces valeurs sont à réinventer : l'organisation de nos structures, nos projets, nos modes d'action. Réinventer ne signifiant pas pour moi abandonner notre « culture utopique » : réinventer en veillant à la faire prospérer au travers de l'organisation de nos structures, de nos projets et des modes d'implication des travailleurs. Cette mission exige sans doute aujourd'hui une nouvelle maîtrise de la connaissance des enjeux socio-politico-économiques dont l'économie néo-libérale et la mondialisation sont l'expression.

Le contenu de ces enjeux est d'une complexité pratiquement inaccessible. Les conséquences sociales (chômage, exclusion notamment) du système néo-libéral nous laissent percevoir combien « il pousse à l'extrême une tendance spontanée de l'organisation capitaliste du travail : la dissociation entre l'efficacité économique et la justice sociale », comme le souligne l'économiste Thomas Coutrot⁸.

L'utopie défendue par les uns est-elle moins valide que celle défendue par les autres ? En effet, les principes qui fondent le modèle de la société néo-libérale ne peuvent-ils, comme le dit Thomas Coutrot⁷, être qualifiés eux-mêmes de « nouvelle utopie capitaliste » ?

Nos utopies sont l'expression de notre volonté de rester dans un « contre pouvoir », de proposer un autre modèle au sein duquel l'humain est le centre. Notre inventivité particulière en cultivant l'utopie, ne consiste-t-elle pas à « être réalistes, en demandant l'impossible »⁹. ●

(8) Th. Coutrot, Critique de l'organisation du travail, éd. La Découverte, 1999.

(9) Paroles de Che Guevara.